

RAPPORT N°2024 /5-10
au Bureau Communautaire
en séance du jeudi 31 octobre 2024

OBJET : DIAGNOSTIC PERIODIQUE DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT DE LA CINOR - ACCEPTATION DU FINANCEMENT DE L'OFFICE DE L'EAU ET VALIDATION DU PLAN DE FINANCEMENT

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une politique de transition écologique » du projet politique de la CINOR.

Par délibération en date du 28 mars 2024, le bureau Communautaire de la CINOR avait autorisé le Président à solliciter l'obtention auprès de l'Office de l'Eau de la Réunion et l'Office Français de la Biodiversité, d'aides publiques pour la réalisation du diagnostic des deux systèmes d'assainissement de son territoire (Saint-Denis/Sainte-Marie d'une part et Sainte-Suzanne d'autre part). Le plan de financement prévisionnel en € HT étant établi comme suit :

Montant prévisionnel de l'opération	Participation OFB (50% du coût de l'opération)	Participation Office de l'eau		Participation CINOR
		Dépense éligible (plafond)	Subvention Office de l'eau (40% de la dépense éligible)	
392 000 €	196 000 €	200 000 €	80 000 €	116 000 €
100%	50,00%		20,41%	29,59%

Par courrier du 18 juin 2024, l'office de l'Eau de la Réunion a répondu favorablement à la demande de la CINOR. Leur conseil d'administration, réuni le 18 juin 2024, a par ailleurs retenu une participation à hauteur de 50 % des dépenses éligibles.

En vue de l'établissement de la convention d'engagement correspondante, l'office de l'Eau de la Réunion a demandé à la CINOR de lui communiquer la délibération dans laquelle elle accepte la subvention allouée à cette opération ainsi que le plan de financement modifié.

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- approuver le plan nouveau de financement pour la réalisation du diagnostic périodique des systèmes d'assainissement de la CINOR

Montant prévisionnel de l'opération	Participation OFB (50% du coût de l'opération)	Participation Office de l'eau		Participation CINOR
		Dépense éligible (plafond)	Subvention Office de l'eau (50% de la dépense éligible)	
392 000 €	196 000 €	200 000 €	100 000 €	96 000 €
100%	50,00%		25,51%	24,49%

- accepter la subvention attribuée par l'Office de l'Eau de la Réunion d'un montant de 100 000 € H.T. ;
- autoriser le Président à solliciter auprès de l'Office Français de la Biodiversité, une subvention d'un montant de 196 000 € H.T. ;

Reçu en préfecture
974-249740119-20241031-BC2024-5-10-DE
Date de télétransmission : 12/11/2024
Date de réception préfecture : 12/11/2024

- approuver la participation financière de la CINOR prévue dans le plan de financement, de 96 000 € H.T, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

- autoriser le Président à signer la convention de financement fixant notamment les modalités de versement de la subvention.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N°2024 /5-10
du Bureau Communautaire
en séance du 31 octobre 2024**

**OBJET : DIAGNOSTIC PERIODIQUE DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT DE LA CINOR - ACCEPTATION DU
FINANCEMENT DE L'OFFICE DE L'EAU ET VALIDATION DU PLAN DE FINANCEMENT**

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une politique de transition écologique » du projet politique de la CINOR.

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2024/5-10 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241031-BC2024-5-10-DE
Date de télétransmission : 12/11/2024
Date de réception préfecture : 12/11/2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le nouveau plan de pour la réalisation du diagnostic périodique des systèmes d'assainissement de la CINOR

Montant prévisionnel de l'opération	Participation OFB (50% du coût de l'opération)	Participation Office de l'eau		Participation CINOR
		Dépense éligible (plafond)	Subvention Office de l'eau (50% de la dépense éligible)	
392 000 €	196 000 €	200 000 €	100 000 €	96 000 €
100%	50,00%		25,51%	24,49%

ARTICLE 2

D'accepter la subvention d'un montant de 100 000 € H.T allouée par l'office de l'Eau de la Réunion.

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à solliciter auprès de l'Office Français de la Biodiversité, une subvention d'un montant de 196 000 € H.T.

ARTICLE 4

D'approuver la participation financière de la CINOR prévue dans le plan de financement, soit 96 000 € H.T auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

ARTICLE 5

D'autoriser le Président à signer la convention de financement fixant notamment les modalités de versement de la subvention.

Nombre de votants : 12 Suffrages exprimés : 12 Vote pour : 12 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

07 NOV 2024

Le Président,
Maurice GIRONCEL

